

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser
au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la
Mission Catholique de LOMÉ TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions
faites en caractères plus petits que ceux du texte du
Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret du 22 janvier 1934, réglementant l'importa- tion de certaines marchandises étrangères. (Arrêté de promulgation du 24 février 1934).	162 ✓
Personnel européen	163
Ecole coloniale	163
Récompenses honorifiques	164

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 31 janvier 1934, portant modification à la nomenclature des recettes figurant au budget de la commune mixte de Lomé.	164
Arrêté du 14 février 1934, approuvant le budget de la commune mixte de Lomé.	164
Arrêtés du 16 février 1934, portant approbation de délibérations de la commission municipale de la commune mixte de Lomé.	164
Arrêté du 31 janvier 1934, autorisant un prélève- ment ordinaire sur la caisse de réserve.	165
Arrêté du 9 février 1934, modifiant l'arrêté du 12 octobre 1933 portant création d'une bibliothèque centrale.	165
Arrêté du 13 février 1934, modifiant l'article 4 de l'arrêté du 28 octobre 1933 organisant la station agricole de Tové.	166
Arrêté du 13 février 1934, mettant une avance à la disposition de Mr. DAGRON.	166

Décision du 13 février 1934, abrogeant la décision
du 26 avril 1926 instituant une prime de
graissage pour les graisseurs convoyeurs
du service des chemins de fer du Togo. 166

Arrêté du 14 février 1934, portant réglementation
nouvelle des indemnités à allouer aux
fonctionnaires et agents autorisés à utiliser
leurs bicyclettes, motocyclettes ou automo-
biles pour les besoins de leur service. 166

Arrêté du 14 février 1934, complétant l'arrêté du
8 juillet 1932 réglementant l'attribution de
logements aux fonctionnaires. 168

Arrêté du 14 février 1934, fixant les conditions
dans lesquelles les monnaies anglaises
pourront être reçues, données en paiement
ou converties par les caisses publiques. 168 ✓

Arrêté du 3 février 1934, fixant le taux d'acceptation
des monnaies anglaises dans les caisses
publiques. 169 ✓

Arrêté du 14 février 1934, abrogeant l'arrêté du
4 octobre 1933 fixant la rémunération
maximum à percevoir pour les marchan-
dises expédiées sur la ligne d'Atakpamé. 170

Arrêté du 14 février 1934, ouvrant au service
restreint « voyageurs et bagages » la halte
de BE, située au km. 3.800 de la ligne
d'Anécho. 170

Arrêtés du 14 février 1934, approuvant et rendant
exécutoires divers rôles supplémentaires
de l'exercice 1933 et des rôles primitifs
de l'exercice 1934. 170

Arrêté du 16 février 1934, portant convocation du
collège électoral en vue de l'élection à
la chambre de commerce de deux mem-
bres suppléants français. 172

Arrêté du 23 février 1934, complétant l'arrêté du
18 mai 1929 relatif aux gratifications
à allouer au personnel européen du service
du chemin de fer. 172

Décision du 20 février 1934, autorisant le trésor à échanger des livres anglaises qu'il détient dans sa caisse.	172
Affectations, mutations, etc... concernant le personnel	173
Bibliothèque centrale	178
Commissions	178
Enseignement	178
Libération conditionnelle	178
Indemnités	179
Expulsion	179
Ordonnancement	179
Remboursements	179
Secours	179
Domaines	179

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis de la perte de la copie du titre foncier	181
Avis important	181
Annonces — (Voir supplément)	

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Importation des oléagineux

ARRETE N° 117 promulguant le décret du 22 janvier 1934 réglementant l'importation de certaines marchandises étrangères.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 22 janvier 1934 réglementant l'importation de certaines marchandises étrangères;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le

décret du 22 janvier 1934 réglementant l'importation de certaines marchandises étrangères.

Lomé, le 24 février 1934.

L. PÊTRE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 17 du décret du 28 décembre 1926 portant codification des lois douanières;

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur, du ministre de commerce et de l'industrie, du ministre des colonies, du ministre des affaires étrangères, du ministre de l'agriculture, du ministre des finances et du ministre du budget;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A titre exceptionnel et temporaire, l'importation des marchandises étrangères ci-après énumérées ne pourra être effectuée que suivant les modalités déterminées par arrêtés interministériels :

NUMÉROS DU TARIF	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES
Ex. 88	Graines et fruits oléagineux : Arachides : Décortiquées. En coques. Coco ou coprah. Coton décortiqué ou non. Lin. Palmiste. Ricin. Sésame. Soja.
Ex. 110 A et Ex. 110 B	Huiles fixes pures de palme et de palmiste qu'elles aient subi ou non l'hydrogénation.

ART. 2. — A partir du moment où les dispositions de l'article 1^{er} du présent décret auront eu pour effet de revaloriser les cours des fruits et graines oléagineux et de leurs dérivés d'origine coloniale française au delà d'un quantum à déterminer d'accord entre les ministres des colonies et du commerce, les colonies, protectorats et pays sous mandat français, institueront, à due concurrence, un droit de traite provisoire sur les exportations desdits produits achetés antérieurement à la publication du décret.

ART. 3. — Le président du conseil, ministre de l'intérieur, le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre des colonies, le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'agriculture, le ministre des finances et le ministre du budget sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 22 janvier 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de l'intérieur,
Camille CHAUMPS.

Le ministre du commerce et de l'industrie,
Laurent EYNAC.

Le ministre des colonies,
Lucien LAMOUREUX.

Le ministre des affaires étrangères,
Paul BONCOUR.

Le ministre de l'agriculture,
Henri QUEUILLE.

Le ministre des finances,
Georges BONNET.

Le ministre du budget,
Paul MARCHANDEAU.

PERSONNEL EUROPÉEN

Promotions

Par décret en date du 16 janvier 1934 rendu sur la proposition du ministre des colonies ont été nommés dans le personnel des administrateurs des colonies, pour compter du 1^{er} janvier 1934 :

A l'emploi d'administrateur de 3^e classe des colonies :

M.M.
ROUSSEL (Charles Joseph Albert).

administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies.

A l'emploi d'administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies :

M.M.
MOAL (Henry).

administrateur-adjoint de 2^e classe des colonies.

Par décret du 16 janvier 1934 rendu sur la proposition du ministre des colonies ont été nommés administrateurs-adjoints de 3^e classe des colonies les élèves administrateurs dont les noms suivent :

(Pour compter du 10 décembre 1933) :

M. MOURAGUES (Albert, Jean).

Par arrêté du ministre des colonies en date du 15 janvier 1934. — Sont promus dans le cadre général des travaux publics et des mines des colonies

(travaux publics) et pour compter du 1^{er} janvier 1934 :

5^o — *Pour continuer leurs services au Togo au grade d'ingénieur de 4^e classe :*

M. ESTASSY (conserve un reliquat d'ancienneté de 3 mois, 22 jours) ingénieur-adjoint de 1^{re} classe.

au grade d'ingénieur-adjoint de 1^{re} classe :

M. GARNIER (conserve un reliquat d'ancienneté de 5 mois, 5 jours) ingénieur-adjoint de 2^e classe.

au grade d'ingénieur-adjoint de 3^e classe :

M. LAUGIER (conserve un reliquat de 4 mois, 25 jours) ingénieur-adjoint de 4^e classe.

Affectation

Par arrêté ministériel du :

24 janvier 1934. — M. LANREZAC, Victor, Louis, Marie, administrateur de 1^{re} classe des colonies, provenant de l'Afrique occidentale française, est mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo, pour compter de la veille du jour de son embarquement à destination de ce Territoire.

Titularisation

Par arrêté ministériel du :

15 janvier 1934. — Sont nommés *à titre définitif* dans le cadre général des travaux publics et des mines des colonies (travaux publics).

au grade d'adjoint-technique de 2^e classe :

M. DABEZIES (Georges) adjoint-technique de 4^e classe à titre provisoire, pour continuer ses services au Togo.

Par application des lois combinées des 1^{er} avril 1923, 17 avril 1924 et 9 décembre 1927 il est attribué à M. DABEZIES une bonification d'ancienneté de 14 ans, 7 mois et 8 jours, dans son grade.

Nomination

Par décret du :

22 janvier 1934. — M. ALIBERT (Henri François Fortuné Jacques) ingénieur-adjoint des services techniques et scientifiques de l'agriculture des colonies est nommé, sur sa demande, dans le même personnel à l'emploi d'assistant de 2^e classe des laboratoires, en conservant son affectation actuelle (Togo).

ECOLE COLONIALE

Par radiotélégramme ministériel du 28 février 1934 sont autorisés à prendre part au concours de stage à l'école coloniale des 3 et 4 avril 1934 les adjoints des services civils du Togo :

BURLURAU, DANTEC, LAUQUÉ, MAILLET, MONNIER, PERRET, RIBEL.

RÉCOMPENSES HONORIFIQUES

Par arrêté du ministre des colonies en date du 31 décembre 1933 sont accordées les distinctions honorifiques suivantes au titre de l'année 1933, aux instituteurs et institutrices employés dans les écoles publiques des colonies.

2^e groupe

(Colonies autres que les Antilles)

médaille d'argent :

M. LE THUAUT (Mathurin), Togo.

Médaille de bronze :

M. SIRO (Armand), Togo.

Mention honorable :

M. MATHIEU, Togo.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Commune mixte de Lomé

ARRETE N° 61 portant modification à la nomenclature des recettes figurant au budget de la commune mixte de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes au Togo, notamment dans ses articles 54, 55 et 59;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé;

Sous réserve de l'approbation du conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 5 (A) de l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé est complété comme suit :

« A — Les recettes ordinaires comprennent »
« 70/ le produit de l'expédition des actes administratifs et des actes de l'état civil ».

Les numéros 7 et 8 du dit article 5 deviennent respectivement numéros 8 et 9.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 janvier 1934.

L. PÊTRE.

Ratifié en conseil d'administration dans sa séance du 14 février 1934.

ARRETE N° 101 approuvant le budget de la commune mixte de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé;

Vu la délibération de la commission municipale en date du 31 janvier 1934;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le budget de la commune mixte de Lomé (exercice 1934) arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : Un million quatre cent cinquante mille neuf cent quarante francs (1.450.940 frs).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 février 1934.

L. PÊTRE.

ARRETE N° 109 portant approbation d'une délibération de la commission municipale de la commune mixte de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes du Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1933 autorisant la commune mixte de Lomé à s'imposer en 1934 et lui attribuant certaines recettes;

Vu la délibération de la commission municipale en date du 31 janvier 1934;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la délibération de la commission municipale de la commune mixte de Lomé en date du 31 janvier 1934, en ce qu'elle a ins-

titué une imposition de dix centimes additionnels au principal des contributions directes énumérées ci-après :

Impôts sur autos, motos, bicyclettes,
Armes à feu,
Taxe fixe européens,
Taxe fixe indigènes,
Impôts sur la population flottante,
Patentes et licences,
Impôts sur les propriétés bâties,
Impôts sur les propriétés non bâties.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 février 1934.

L. PÊTRE.

ARRETE N° 110 portant approbation d'une délibération de la commission municipale de la commune mixte de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes du Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé;

Vu la délibération de la commission municipale en date du 9 novembre 1933;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la délibération de la commission municipale de la commune mixte de Lomé en date du 9 novembre 1933 en ce qu'elle a alloué une indemnité de cent francs par mois aux chefs de quartiers méritants non rétribués.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 février 1934.

L. PÊTRE.

Caisse de réserve

ARRETE N° 62 autorisant un prélèvement ordinaire sur la caisse de réserve.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 262;

Sous réserve d'approbation en conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un prélèvement de deux millions (2.000.000) sera effectué sur l'avoir de la caisse de réserve du Territoire pour faire face à une insuffisance momentanée des recettes du budget local (exercice 1934).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 janvier 1934.

L. PÊTRE.

Ratifié en conseil d'administration dans sa séance du 14 février 1934.

Bibliothèque centrale

ARRETE N° 84 modifiant l'arrêté du 12 octobre 1933 portant création d'une bibliothèque centrale.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 12 octobre 1933 portant création d'une bibliothèque centrale;

Vu l'arrêté du 18 novembre 1933 fixant les attributions et la composition du cabinet du Commissaire de la République française au Togo p. I.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 12 octobre 1933 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

La bibliothèque centrale fonctionne sous la surveillance d'un conseil composé du chef du bureau de l'administration générale et de deux personnes (fonctionnaires ou non) désignées par décision du Commissaire de la République.

Le conseil de surveillance désigne celui de ses membres qui remplira les fonctions de président.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 février 1934.

L. PÊTRE.

Station agricole de Tové

ARRETE N° 85 modifiant l'article 4 de l'arrêté du 28 octobre 1933 organisant la station agricole de Tové.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 678 du 28 octobre 1933 organisant la station agricole de Tové;

Vu la dépêche ministérielle n° 21 du 5 janvier 1934 au sujet de la station de Tové;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 de l'arrêté du 28 octobre 1933 organisant la station agricole de Tové est remplacé par les dispositions ci-après :

« La station agricole de Tové relève directement du chef du service de l'agriculture.

Elle est administrée par un directeur appartenant au cadre des services techniques et scientifiques de l'agriculture organisé par le décret du 1^{er} août 1921.

Exceptionnellement ces fonctions pourront être assurées intérimairement par un conducteur des travaux agricoles et forestiers du Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 février 1934.

L. PÊTRE.

Avance

ARRETE N° 86 mettant une avance à la disposition de Mr. DAGRON.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 149 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, modifié par les décrets des 30 décembre 1920, 13 août 1925 et 6 septembre 1933;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une avance renouvelable de 10.000 francs (dix mille francs) scindable en deux mandats de 5.000 francs est accordée à Mr. DAGRON, chef du secteur du cotonnier, en vue de l'achat aux indigènes de la récolte des champs d'expérimentation du coton.

Mr. DAGRON devra justifier de la somme mise à sa disposition dans les formes réglementaires.

ART. 2. — L'avance sera mandatée au chapitre XVIII — article 1 — paragraphe 1 du budget local, exercice 1934.

ART. 3. — Le produit de la revente du coton acheté viendra en atténuation du chapitre ayant supporté la dépense.

Dans le cas où il existerait un excédent à la clôture des opérations, il serait pris en recettes au budget local, exercice 1934, chapitre IV — article 5 — paragraphe 4 — recettes éventuelles et non classées.

Les excédents de dépenses éventuels seront supportés par le budget local, exercice 1934, chapitre XVII — article 2 — dépenses imprévues.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 février 1934.

L. PÊTRE.

Prime de graissage

DECISION N° 116 abrogeant la décision n° 233 du 26 avril 1926 instituant une prime de graissage pour les graisseurs convoyeurs du service des chemins de fer du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la décision n° 233 du 26 avril 1926 instituant une prime de graissage pour les graisseurs convoyeurs du service des chemins de fer du Togo;

DECIDÉ :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogée la décision du 26 avril 1926 susvisée.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 13 février 1934.

L. PÊTRE.

Indemnités aux fonctionnaires utilisant leurs véhicules pour les besoins du service administratif

ARRETE N° 92 portant réglementation nouvelle des indemnités à allouer aux fonctionnaires et agents autorisés à utiliser leurs bicyclettes, motocyclettes ou automobiles pour les besoins de leur service.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 443 du 4 août 1927 allouant une indemnité spéciale et les carburants et lubrifiants nécessaires aux fonctionnaires propriétaires d'une voiture automobile et autorisés à en affecter l'usage au service de l'administration locale, ensemble l'arrêté du 21 novembre 1927 le complétant;

Vu l'arrêté du 20 octobre 1927 rendant applicable aux fonctionnaires propriétaires d'une motocyclette le bénéfice de l'arrêté n° 443 du 4 août 1927;

Vu l'arrêté du 5 mai 1928 accordant une indemnité représentative fixe de transport à des fonctionnaires et agents européens et indigènes utilisant des bicyclettes leur appartenant pour des déplacements fréquents et rapides motivés par l'exécution du service;

Vu l'arrêté du 29 novembre 1928 modifiant l'arrêté n° 443 du 4 août 1927 allouant une indemnité spéciale et les carburants et lubrifiants nécessaires aux fonctionnaires propriétaires d'une voiture automobile et autorisés à en affecter l'usage au service de l'administration locale;

Vu l'arrêté du 22 décembre 1928 fixant le mode d'allocation de l'indemnité représentative fixe de transport;

Vu l'arrêté du 29 juillet 1929 modifiant le taux de l'indemnité de transport pour bicyclette et motocyclette;

Vu l'arrêté du 30 août 1929 modifiant l'arrêté du 4 août 1927 allouant une indemnité spéciale et les carburants et lubrifiants nécessaires aux fonctionnaires propriétaires d'une voiture automobile autorisés à en affecter l'usage au service de l'administration;

Vu l'arrêté du 20 mai 1930 complétant l'arrêté du 29 juillet 1929 concernant le mode d'attribution de l'indemnité de motocyclette;

Vu l'arrêté du 2 décembre 1930 rapportant l'arrêté du 16 juin 1930 et modifiant le taux de l'indemnité de transport pour motocyclette et bicyclette;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1931 réglementant l'emploi pour le service des voitures appartenant à certains fonctionnaires;

Vu l'arrêté du 16 novembre 1931 complétant l'arrêté n° 639 du 2 décembre 1930 modifiant le taux de l'indemnité de transport par motocyclette et bicyclette;

Vu l'arrêté du 9 mai 1932 rapportant l'arrêté n° 639 du 2 décembre 1930, modifiant le taux de l'indemnité de transport pour bicyclette;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

TITRE I

BICYCLETTES

ARTICLE PREMIER. — Une indemnité fixe de transport de dix frs. par mois, non fractionnable, les fractions de mois étant négligées, peut être accordée aux fonctionnaires agents européens et indigènes utilisant des bicyclettes leur appartenant pour les déplacements motivés par l'exécution de leur service.

ART. 2. — L'attribution de cette indemnité fera l'objet d'une demande adressée au Commissaire de la République et transmise avec avis motivé par le commandant de cercle ou le chef du service.

Seront joints à la demande : 1° — un certificat du commandant de cercle ou du chef de service attestant que la bicyclette est en bon état et susceptible d'être utilisée pour les besoins du service, 2° — la quittance délivrée au moment du paiement de la taxe, ou un certificat du commandant de cercle attestant que l'intéressé est bien inscrit sur les rôles d'impôt sur les véhicules.

ART. 3. — Le paiement de cette indemnité est effectué par trimestre sur production d'un certificat du

chef de service ou du commandant de cercle attestant que la bicyclette est toujours en bon état et qu'elle a bien été utilisée pendant le trimestre pour les besoins du service.

TITRE II

MOTOCYCLETTES

ART. 4. — Les fonctionnaires et agents propriétaires d'une motocyclette, autorisés par décision du Commissaire de la République à en faire usage pour les besoins de l'administration auront droit à une indemnité forfaitaire annuelle de ~~huit~~ ^{six} cents frs. payable trimestriellement au vu d'un certificat attestant que le véhicule est en bon état et a bien été utilisé pour les besoins du service.

Si l'autorisation a été accordée dans le cours d'un trimestre, l'indemnité ne sera due qu'à compter du premier jour de la quinzaine qui suivra cette autorisation.

ART. 5. — L'autorisation sera accordée sur demande de l'intéressé, transmise après avis motivé du commandant de cercle ou du chef du service.

Seront joints à la demande : 1° — un certificat du chef du service des travaux publics à Lomé; d'un agent des travaux publics ou à défaut du chef de circonscription dans les cercles autres que Lomé, attestant que le véhicule est en bon état, et susceptible d'être utilisé pour les besoins du service, 2° — la quittance délivrée au moment du paiement de la taxe, ou un certificat du commandant de cercle attestant que l'intéressé est bien inscrit sur les rôles de l'impôt sur les véhicules.

TITRE III

VOITURES AUTOMOBILES

ART. 6. — Les indemnités spéciales sont allouées aux fonctionnaires ou agents autorisés par décision du Commissaire de la République à utiliser leur voiture personnelle pour les besoins du service.

ART. 7. — Ces indemnités sont fixées d'après le tableau ci-dessous :

Voitures dont la puissance fiscale est de plus de 10 C. V. 1 fr. par klm.

Voitures dont la puissance fiscale est de 8 à 10 C. V. 0 fr. 90 par klm.

Ces indemnités sont majorées de 0,10 par klm. lorsque le bénéficiaire réside à l'intérieur des cercles de Sokodé et de Mango.

ART. 8. — L'autorisation est soumise aux formalités suivantes :

1° — Demande de l'intéressé transmise par l'intermédiaire du commandant de cercle ou du chef du service avec avis motivé de ces derniers. Cette demande comportera :

1° — Engagement de ne pas transporter de personnes étrangères à l'administration lors de l'utilisa-

tion pour le service, 2^o) acceptation de toute responsabilité en cas de manquement éventuel à cet engagement. Si l'intéressé est un chef de service, il transmettra directement sa demande à l'examen du Commissaire de la République.

2^o — Production de la quittance d'impôt sur les véhicules ou d'un certificat du commandant de cercle attestant que l'intéressé est inscrit sur les rôles de l'impôt sur les véhicules.

3^o — Certificat du commandant de cercle ou chef du bureau de l'administration générale attestant que le demandeur a bien satisfait aux obligations et prescriptions des textes réglementant la circulation des véhicules au Territoire.

ART. 9. — Sauf le cas d'urgence, tout déplacement devra être motivé par un ordre de service délivré par le commandant de cercle ou le chef de service indiquant la durée probable et le but du déplacement, les raisons qui motivent l'emploi d'un moyen de transport rapide et la distance approximative à parcourir.

Si le déplacement doit être effectué par un chef de service, l'ordre sera donné par le Commissaire de la République.

En cas d'urgence, le fonctionnaire qui a effectué le déplacement, devra rendre compte à son chef immédiat ou au commandant de cercle et indiquer : les motifs qui ont été cause du déplacement urgent, le nombre de kilomètres parcourus et l'itinéraire suivi. Le chef appréciera et indiquera s'il y a lieu à paiement des indemnités.

L'ensemble des ordres de service revêtus des visas de départ et d'arrivée ou rapports approuvés sera produit à l'appui du relevé mensuel établi par chaque agent. Ce relevé, dûment approuvé par le commandant de cercle ou le chef de service, par le Commissaire de la République si le fonctionnaire est un chef de service, sera produit à l'appui du mandat émis pour paiement des indemnités.

ART. 10. — Le paiement des indemnités prévues au présent arrêté sera effectué sur les crédits alloués pour transport. Chaque demande de crédit devra comporter un programme de tournée pour le trimestre à venir, ainsi que toutes justifications utiles à l'emploi des crédits alloués pour le trimestre antérieur.

ART. 11. — Les déplacements à effectuer dans le périmètre urbain de Lomé ne donneront pas lieu à indemnité.

TITRE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 12. — Les autorisations réglementées par le présent arrêté seront valables pour un an.

ART. 13. — Les diverses indemnités prévues au présent arrêté ne peuvent se cumuler.

ART. 14. — Les autorisations actuellement accordées seront valables jusqu'au premier avril 1934, mais seront soumises à la nouvelle réglementation et aux nouveaux tarifs.

ART. 15. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures visées ou non par le présent arrêté, qui aura son effet à compter du 1^{er} mars 1934, et sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 14 février 1934.

L. PÊTRE.

Logements

ARRETE No 95 complétant l'arrêté du 8 juillet 1932 réglementant l'attribution de logements aux fonctionnaires.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 8 juillet 1932 réglementant l'attribution de logements aux fonctionnaires;

Sur la proposition du chef du service de santé;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 11 de l'arrêté susvisé du 8 juillet 1932 est complété comme suit :

« A l'entrée et à la sortie des occupants, un représentant du service médical d'hygiène assiste le « gérant d'immeubles lors de la visite de constatation « de l'état des lieux prévue à l'article 6 ci-dessus ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 février 1934.

L. PÊTRE.

Monnaies anglaises

ARRETE No 97 fixant les conditions dans lesquelles les monnaies anglaises pourront être reçues, données en paiement ou converties par les caisses publiques.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et tous les décrets modificatifs subséquents;

Vu la loi du 25 juin 1928 ayant pour objet la stabilisation du franc et la modification du régime monétaire;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1930 prohibant la circulation du penny et du half penny;

Vu le décret du 28 février 1931 autorisant le Commissaire de la République au Togo à fixer le cours de la livre dans les caisses publiques;

Vu l'arrêté n° 361 du 27 juin 1931 fixant les conditions dans lesquelles les monnaies anglaises pourront être reçues ou données en paiement par les caisses publiques;

Vu l'arrêté n° 571 du 13 octobre 1931 modifiant l'arrêté n° 361 du 27 juin 1931 ci-dessus;

Vu l'arrêté n° 198 du 25 mars 1933 autorisant certaines caisses publiques à recevoir les monnaies anglaises;

Vu l'arrêté n° 320 du 20 mai 1933 fixant à nouveau les conditions dans lesquelles les monnaies anglaises pourront sortir des caisses publiques;

Après avis du trésorier-payeur;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les arrêtés nos 361 du 27 juin 1931, 571 du 13 octobre 1931, 198 du 25 mars 1933 et 320 du 20 mai 1933 ci-dessus visés sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Les monnaies anglaises pourront être admises à titre exceptionnel, au paiement de tous droits et taxes dans les caisses des postes de douane de la frontière ouest, ainsi que dans les agences spéciales de Sansané-Mango et de Sokodé en paiement de la taxe de circulation.

Toutefois, en exécution de l'article 3 de l'arrêté nos 717 du 30 décembre 1930, les pièces d'un penny et d'un demi penny ne seront reçues que dans les postes douaniers de l'ouest et seulement pour l'appoint.

ART. 2. — Les quittances à souches délivrées aux parties qui auront acquitté des droits ou taxes en monnaie anglaise, devront comporter au verso une mention à l'encre rouge indiquant que le versement a été effectué en sterling au cours de X francs la livre. La souche du quittancier devra porter la même annotation.

ART. 3. — Les versements en monnaies anglaises des postes de douane s'effectueront au trésor en même temps que les autres recettes aux jours et époques fixés.

Les monnaies anglaises reçues par les agences spéciales régulièrement autorisées feront l'objet d'un envoi chargé à la fin de chaque mois et à chaque fixation nouvelle du cours de la livre prévue par l'article 4 ci-après. Les envois devront être accompagnés d'un état donnant les détails des recettes effectuées et le n° de chaque opération passée au livre-journal.

ART. 4. — Les monnaies anglaises seront reçues dans les cas prévus à l'article 1^{er} au cours fixé par un arrêté du Commissaire de la République pris en conseil d'administration, après avis ou sur proposition du trésorier-payeur.

ART. 5. — Les monnaies anglaises ne pourront sortir des caisses publiques que sur autorisation du Commissaire de la République et dans les conditions suivantes :

a) Pour certaines dépenses de personnel et de matériel, le conseil d'administration entendu.

b) Pour la conversion en monnaie française lorsque le montant de l'encaisse sera jugé supérieur aux besoins du Territoire sur demande du trésorier-payeur.

La conversion prévue ci-dessus se fera sur décision du Commissaire de la République :

1^o — Pendant la période du 1^{er} octobre au 31 décembre après appel d'offres.

2^o — Pendant la période du 1^{er} janvier au 30 septembre par cession à la banque de l'A. O. F. lorsque les conditions faites par cet établissement seront favorables aux intérêts du Territoire ou dans le cas contraire par versement à British bank à Kéta qui remettra au trésorier-payeur un chèque en francs sur la B. A. O.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 14 février 1934.

L. PÊTRE.

ARRETE N° 77 fixant le taux d'acceptation des monnaies anglaises dans les caisses publiques.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 28 février 1931 autorisant le Commissaire de la République au Togo à fixer le cours de la livre dans les caisses publiques;

Vu l'arrêté n° 361 du 27 juin 1931 fixant les conditions dans lesquelles les monnaies anglaises pourront être reçues ou données en paiement dans les caisses publiques, en particulier dans son article 2;

Vu l'arrêté n° 198 du 25 mars 1933 autorisant certaines caisses publiques à recevoir les monnaies anglaises;

Vu l'arrêté n° 730 du 5 décembre 1933 fixant le taux actuel d'acceptation de la livre;

Après avis du trésorier-payeur;

Sous réserve de ratification en conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les monnaies anglaises seront reçues dans les cas prévus par les arrêtés susvisés au taux de 72 francs la livre sterling.

ART. 2. — Le présent arrêté entrera en vigueur le 5 février 1934.

ART. 3. — Est abrogé l'arrêté n° 730 du 5 décembre 1933.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 3 février 1934.

L. PÊTRE.

Ratifié en conseil d'administration le 14 février 1934.

Tarifs du chemin de fer

ARRETE N° 99 abrogeant l'arrêté n° 591, en date du 4 octobre 1933, fixant la rémunération maximum à percevoir pour les marchandises expédiées sur la ligne d'Atakpamé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs du chemin de fer et du wharf;

Vu la dépêche ministérielle n° 3514 du 28 octobre 1931 homologuant ces tarifs;

Vu le rapport en conseil consultatif du chemin de fer en date du 30 janvier 1934 et le vœu émis par le dit conseil;

Sur la proposition du chef du service des chemins de fer;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'arrêté n° 591 du 4 octobre 1933 fixant la rémunération maximum à percevoir pour le transport sur la ligne d'Atakpamé des marchandises taxées suivant le tarif général P. V. et le tarif spécial P. V. n° 1.

ART. 2. — Le présent arrêté qui prendra son effet à compter du 15 février 1934 sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 14 février 1934.

L. PÊTRE.

Ouverture de la gare de Bè (ligne d'Anécho)

ARRETE N° 98 ouvrant au service restreint « voyageurs et bagages » la halte de Bè, située au kilomètre 3,800 de la ligne d'Anécho.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le règlement général d'exploitation du chemin de fer du Togo du 12 juillet 1928 approuvé par les dépêches ministérielles n°s 3069 et 3514 des 27 juillet et 28 octobre 1931;

Vu les tarifs des chemins de fer du Togo rendus applicables par arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 et homologués par dépêche ministérielle n° 3514 du 28 octobre 1931 et tous actes subséquents;

Vu le rapport en conseil consultatif du chemin de fer en date du 30 janvier 1934 et le vœu émis par le dit conseil;

Sur la proposition du chef du service des chemins de fer;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est ouverte au service restreint « voyageurs et bagages » la halte de Bè, située au kilomètre 3,800 de la ligne d'Anécho.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 15 février 1934 sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 14 février 1934.

L. PÊTRE.

Impôts et taxes

Par arrêté du 14 février 1934 :

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1933 dont détail ci-après :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION	PRINCIPAL	Centimes additionnels		TOTAL
				Santé publique et Chambre de Commerce	Commune Mixte	
400	Lomé	Impôt personnel et taxe additionnelle	1.496,20	—	100,00	1.596,20
401	Lomé	—	—	—	—	200,00
402	Lomé	—	912,43	—	80,00	992,43

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION	PRINCIPAL	Centimes additionnels		TOTAL
				Santé publique et Chambre de Commerce	Commune Mixte	
403	Lomé (Tsévié)	Impôt personnel indigène	—	—	—	3.520,00
404	Lomé (Tsévié)	—	1.210,00	—	121,00	1.331,00
405	Lomé	—	630,00	—	63,00	693,00
406	Lomé	—	—	—	—	70,00
407	Atakpamé	—	—	—	—	3.750,00
408	Lomé	Impôt sur la population flottante	640,00	—	64,00	704,00
409	Lomé (C. Mixte)	Rachat prestation (européens)	—	—	—	120,00
410	Lomé	—	—	—	—	60,00
411	Lomé (C. Mixte)	Rachat prestation (indigènes)	—	—	—	72,00
412	Lomé (C. Mixte)	—	—	—	—	162,00
413	Lomé (C. Mixte)	—	—	—	—	162,00
414	Lomé	—	—	—	—	18,00
415	Lomé (Tsévié)	—	—	—	—	3.168,00
416	Atakpamé	—	—	—	—	3.546,00
417	Lomé	Patentes	6.691,25	2.341,94	669,12	9.702,31
418	Lomé	—	1.805,00	631,75	—	2.436,75
419	Lomé	Licences	450,00	225,00	45,00	720,00
420	Lomé	—	600,00	300,00	—	900,00
421	Lomé	Armes perfectionnées	20,00	—	2,00	22,00
422	Lomé	Armes non perfectionnées	80,00	—	8,00	88,00
423	Lomé	—	—	—	—	7.960,00
424	Lomé	Taxe sur véhicules	4.640,00	1.392,00	464,00	6.496,00
425	Lomé	Taxe A. M. I.	—	—	—	400,00
426	Lomé	—	—	—	—	315,00
427	Lomé	—	—	—	—	605,00
428	Lomé	—	—	—	—	35,00
429	Lomé (Tsévié)	—	—	—	—	2.112,00
430	Atakpamé	—	—	—	—	2.192,00
431	Lomé	Taxe d'hygiène	—	—	—	500,00
432	Lomé	—	—	—	—	100,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 18 février 1934.

Par arrêté du 14 février 1934 :

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs afférents à l'exercice 1934, dont détail ci-après :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION	PRINCIPAL	Centimes additionnels		TOTAL
				Budget local et Chambre de Commerce	Commune Mixte	
1	Anécho	Patentes	16.775	871,25	—	22.646,25
2	Lomé	—	6.100	2.135,00	—	8.235,00
3	Lomé	(Européens)	109.230	38.230,50	10.883,00	158.343,50
4	Lomé	(Indigènes)	5.070	1.774,50	507,00	7.351,50
5	Lomé (Tsévié)	—	4.400	1.540,00	—	5.940,00
6	Anécho	Licences	17.000	8.500,00	—	25.500,00
7	Lomé	(Européens)	69.400	34.700,00	6.860,00	110.960,00
8	Lomé	(Indigènes)	6.000	3.000,00	600,00	9.600,00
9	Lomé	—	7.200	3.600,00	—	10.800,00
10	Lomé (Tsévié)	—	5.300	2.650,00	—	7.950,00
11	Anécho	Taxe sur véhicules	6.700	2.010,00	—	8.710,00
12	Lomé	(Européens)	29.900	8.970,00	2.990,00	41.860,00
13	Lomé	(Indigènes)	3.800	1.140,00	380,00	5.320,00
14	Anécho	Armes perfectionnées	440	—	—	440,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 25 février 1934.

Elections à la chambre de commerce

ARRETE N° 105 portant convocation du collège électoral en vue de l'élection à la chambre de commerce de deux membres suppléants français.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1928 portant réorganisation de la chambre de commerce du Togo; ensemble les arrêtés des 29 février 1932 et 14 novembre 1933 le modifiant;

Vu l'arrêté du 25 janvier 1934 approuvant la liste des électeurs à la chambre de commerce du Togo;

Vu l'arrêté du 29 janvier 1934 fixant la date des élections pour le renouvellement en 1934 de la chambre de commerce du Togo;

Vu le procès-verbal des élections en date du 11 février 1934 duquel il résulte qu'il y a lieu de procéder à un second tour de scrutin en vue de l'élection de deux membres suppléants français;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les électeurs français à la chambre de commerce sont convoqués à nouveau le 18 février 1934 en vue de procéder à un second tour de scrutin pour l'élection de deux membres suppléants français.

Ces élections auront lieu à Lomé à la maison commune sous la présidence du commandant de cercle de Lomé assisté des deux plus jeunes et des deux plus âgés des électeurs présents dans la salle à l'ouverture du scrutin.

Le scrutin sera ouvert de dix à onze heures.

ART. 2. — Conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté du 18 janvier 1928, les électeurs absents de Lomé ou non domiciliés dans cette ville pourront adresser au président du bureau leur bulletin enfermé en deux enveloppes dont la première sera revêtue de leur signature et dont la seconde ne devra porter aucun signe extérieur faute de quoi l'enveloppe et le bulletin qu'elle contient ne seront pas admis.

Ces enveloppes devront parvenir au président avant la fermeture du scrutin.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 février 1934.

L. PÊTRE.

Personnel européen du chemin de fer

ARRETE N° 115 complétant l'arrêté n° 247 du 18 mai 1929 relatif aux gratifications à allouer au personnel européen du service du chemin de fer.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 247 du 18 mai 1929 rendant applicable au Togo l'arrêté du 30 décembre 1924 du gouverneur général de l'A. O. F.;

Vu les arrêtés des 17 janvier 1927, 31 juillet 1929 et 20 septembre 1930 du gouverneur général de l'A. O. F. fixant à nouveau les soldes du personnel des cadres communs supérieurs de l'A. O. F.;

Sur la proposition du chef du service du chemin de fer;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour la détermination des gratifications à allouer pour 1932 et 1933 au personnel européen civil et militaire en service au chemin de fer du Togo :

1^o — Les sous-chefs de dépôt et d'atelier sont classés dans la catégorie des agents supérieurs fixée par l'arrêté du 17 janvier 1927 de Mr. le gouverneur général de l'A. O. F.;

2^o — Les agents détachés des cadres généraux ou locaux et les agents contractuels assimilés sont classés dans les diverses catégories fixées par l'arrêté précité d'après la solde de présence qui leur est attribuée;

3^o — Les agents contractuels à solde globale sont classés dans les mêmes conditions, la solde de présence étant prise égale à la demi solde globale. D'autre part la gratification à leur allouer est calculée sur cette solde de présence majorée de sept dixièmes.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 février 1934.

L. PÊTRE.

Conversion de monnaies

DECISION N° 139 autorisant le trésor à échanger des livres anglaises qu'il détient dans sa caisse.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 97 du 14 février 1934, notamment en son article 5, fixant les conditions dans lesquelles les monnaies anglaises pourront être reçues, données en paiement, ou converties par les caisses publiques;

Sur la proposition du trésorier-payeur;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le trésor est autorisé à échanger à la banque de l'Afrique occidentale la somme de quatre cents livres sterling (400 livres) au taux de : soixante dix huit francs (78 frs.) la livre.

ART. 2. — Le chef du secrétariat général et le trésorier-payeur sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Lomé, le 20 février 1934.

L. PÊTRE.

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Reclassement

RECTIFICATIF au tableau portant reclassement du personnel des travaux publics du Togo d'après l'arrêté de réorganisation du 12 octobre 1933. (J. O. T. 1934 page 87).

Au lieu de :

LHUISSIER Louis	Chef ouvrier d'art après 2 ans.	Chef ouvrier d'art de 2 ^e classe.	11 juin 1932.	5 a. 9 m. 8 j.	18. 000	Y compris 4 ans 2 mois 18 jours de rappels services militaires.
-----------------	------------------------------------	---	---------------	----------------	---------	--

Lire :

LHUISSIER Louis	Chef ouvrier d'art principal avant 2 a.	Chef ouvrier d'art de 1 ^{re} classe.	1 ^{er} janvier 1933.	2 a. 6 m.	20. 000	Y compris 1 an 6 mois rappels services militaires.
-----------------	--	--	----------------------------------	-----------	---------	---

Promotion

Par décision du :

13 février 1934. — Le passage automatique suivant, à l'échelon supérieur de solde est constaté à partir du 1^{er} janvier 1934 parmi le personnel du cadre commun supérieur des travaux publics de l'A.O.F. détaché au Togo :

M. BARBIER Edmond, chef-surveillant avant 2 ans passe à l'échelon après 2 ans, avec 2 mois 3 jours.

Affectations

Par décisions des :

13 février 1934. — M. SAINT-CRIQ André, commis principal de 3^e classe de la trésorerie du Togo, attendu à Lomé par s/s *Asie* vers le 14 février 1934, est mis à la disposition du trésorier-payeur.

Le sergent d'infanterie coloniale BLAZY, attendu à Lomé par s/s *Asie* vers le 14 février 1934, est mis à la disposition du capitaine commandant les forces de police.

17 février 1934. — M. LHUISSIER Louis, chef ouvrier d'art principal des travaux publics, actuellement en service au cercle de Klouto, est affecté à Sokodé où il prendra la direction de l'école professionnelle au départ de M. SCHAEFFER, titulaire d'un congé administratif.

Il aura droit à l'indemnité prévue par l'arrêté du 20 mai 1933.

M. Bozzi, chef de chantier des travaux publics, journalier, actuellement en service aux travaux publics, est mis à la disposition du commandant de cercle de Klouto, en remplacement de M. LHUISSIER.

22 février 1934. — M. ROCHE Jude, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, attendu à Lomé par s/s *Amérique* vers le 27 février 1934, est nommé chef de la subdivision de Bassari, en remplacement de M. RODIERE adjoint principal de classe exceptionnelle des services civils de l'A.O.F., en instance de départ en congé.

M. ROCHE exercera cumulativement les fonctions de président du tribunal de 1^{er} degré, d'agent spécial et de directeur et surveillant-chef de la prison de Bassari.

M. ROCHE aura droit aux indemnités prévues à l'arrêté du 20 mai 1933 pour les fonctions dont il est chargé.

M. AGNIEL Jean, chef de district de 4^e classe des chemins de fer du Togo, arrivé à Lomé par s/s *Hoggar* le 21 février 1934, est mis à la disposition du chef des services des chemins de fer et du wharf.

8 février 1934. — Est abrogée la décision n° 550 du 6 juillet 1933 nommant huissier près le tribunal de 1^{re} instance de Lomé M. VENANCE, inspecteur stagiaire de police.

Congés et permissions

Par décisions des :

8 février 1934. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir rue du 110^e régiment d'infanterie à Dunkerque (nord) est accordé à M. DASSONVILLE Jean, adjoint de 2^e classe des services civils du Togo qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 2^e classe 3^e catégorie lui est en outre délivré sur le paquebot *Asie* attendu à Lomé vers le 27 février 1934.

Un congé administratif de 7 mois pour en jouir villa des 4 frères, Impasse Ornano à Mérignac (Gironde) est accordé à M. BALTHAZARD Antoine, chef surveillant des travaux publics de l'A. O. F. en service détaché au Togo qui compte 29 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 2^e classe 3^e catégorie lui est en outre délivré sur le paquebot *Asie* attendu à Lomé vers le 27 février 1934.

Un congé de 6 mois, est accordé à M. SCHAEFFER Théophile, chef ouvrier d'art contractuel des travaux publics, pour en jouir 152, rue Auguste Blanqui à Bondy (Seine).

Une réquisition de passage en 1^{re} classe, 2^e catégorie, de Lomé à Bordeaux, lui est en outre accordée sur le paquebot *Asie* attendu à Lomé vers le 27 février 1934.

13 février 1934. — Un congé administratif de 9 mois pour en jouir à Sorbets (Landes) est accordé à M. LAPORTE, Roger commis principal de 3^e classe de la trésorerie du Togo qui compte 36 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 1^{re} classe 2^e catégorie lui est en outre délivré sur le paquebot *Amérique* attendu à Lomé vers le 13 mars 1934.

22 février 1934. — Une permission sans traitement, de 30 jours, valable du 25 février au 26 mars 1934 inclus, est accordé à M. VENANCE Julien Gabriel, inspecteur de police stagiaire, pour en jouir au Togo et au Dahomey.

La permission accordée par la présente décision est suspensive du stage qu'accomplit actuellement M. VENANCE.

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'A. O. F.

PERSONNEL INDIGÈNE

Promotion

Sont promus dans le cadre des médecins, pharmaciens, sages-femmes auxiliaires et infirmières visiteuses commun à toutes les colonies du groupe de l'Afrique occidentale française pour compter du 1^{er} janvier 1934.

au grade de médecin auxiliaire de 2^e classe :

Wilson Robert 1^{er} tour, choix.

médecins auxiliaires de 3^e classe.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Affectations

Par décisions des :

2 février 1934. — L'inspecteur auxiliaire de police TCHACOROM Honoré est mis à la disposition du commandant de cercle de Sokodé.

Il est chargé, sous le contrôle du directeur et du surveillant-chef de la prison du cercle, de l'établissement des fiches de renseignements et des fiches dactyloscopiques prévues à l'article 46 de l'arrêté du 1^{er} septembre 1933.

Il secondera le surveillant-chef de la prison dans la tenue des registres d'écrou, contrôles des détenus et toutes écritures prévues à l'article 6 paragraphe 4 de l'arrêté du 1^{er} septembre 1933.

L'inspecteur auxiliaire TCHACOROM Honoré pourra être chargé par l'administrateur commandant le cercle, des enquêtes rentrant dans les attributions du service de police et sûreté, et participera au fonctionnement de la police urbaine, conformément aux dispositions des articles 4, 6 et 9 de l'arrêté du 14 février 1933.

L'inspecteur auxiliaire de police NORBERT Jacob est mis à la disposition du commandant de cercle d'Atakpamé.

Il est chargé, sous le contrôle du directeur et du surveillant-chef de la prison du cercle, de l'établissement des fiches de renseignements et des fiches dactyloscopiques prévues à l'article 46 de l'arrêté du 1^{er} septembre 1933.

Il secondera le surveillant-chef de la prison dans la tenue des registres d'écrou, contrôles des détenus et toutes écritures prévues à l'article 6 paragraphe 4 de l'arrêté du 1^{er} septembre 1933.

L'inspecteur auxiliaire NORBERT Jacob pourra être chargé par l'administrateur commandant le cercle, des enquêtes rentrant dans les attributions du service de police et sûreté, et participera au fonctionnement de la police urbaine, conformément aux dispositions des articles 4, 6 et 9 de l'arrêté du 14 février 1933.

L'inspecteur auxiliaire de police BRUCE Cuthbert est mis à la disposition du commandant de cercle de Klouto.

Il est chargé, sous le contrôle du directeur et du surveillant-chef de la prison du cercle, de l'établissement des fiches de renseignements et des fiches dactyloscopiques prévues à l'article 46 de l'arrêté du 1^{er} septembre 1933.

Il secondera le surveillant-chef de la prison dans la tenue des registres d'écrou, contrôles des détenus et toutes écritures prévues à l'article 6 paragraphe 4 de l'arrêté du 1^{er} septembre 1933.

L'inspecteur auxiliaire BRUCE Cuthbert pourra être chargé par l'administrateur commandant le cercle, des enquêtes rentrant dans les attributions du service de police et sûreté, et participera au fonctionnement de la police urbaine, conformément aux dispositions des articles 4, 6 et 9 de l'arrêté du 14 février 1933.

L'inspecteur auxiliaire de police COMLAN Paulin est mis à la disposition du commandant de cercle d'Anécho.

Il est chargé, sous le contrôle du directeur et du surveillant-chef de la prison du cercle, de l'établissement des fiches de renseignements et des fiches dactyloscopiques prévues à l'article 46 de l'arrêté du 1^{er} septembre 1933.

Il secondera le surveillant-chef de la prison dans la tenue des registres d'écrou, contrôles des détenus et toutes écritures prévues à l'article 6 paragraphe 4 de l'arrêté du 1^{er} septembre 1933.

L'inspecteur auxiliaire COMLAN Paulin pourra être chargé par l'administrateur commandant le cercle des enquêtes rentrant dans les attributions du service de police et sûreté, et participera au fonctionnement de la police urbaine, conformément aux dispositions des articles 4, 6 et 9 de l'arrêté du 14 février 1933.

9 février 1934. — Le commis expéditionnaire de 8^e classe MEBOUNOU Michel, est nommé garde magasin comptable de la commune mixte de Lomé.

Cet agent aura droit à l'indemnité prévue par l'arrêté 507 du 14 septembre 1933.

17 février 1934. — Le surveillant auxiliaire de 2^e classe des P. T. T. Kokou Emmanuel en service au bureau de Palimé est mis à la disposition de M. JALLAIS, chef surveillant des P. T. T. pendant toute la durée des travaux de réfection de la ligne Lomé — Palimé.

24 février 1934. — Le commis-auxiliaire à solde journalière TRESIZE Ignace, en service au bureau des finances, est mis à la disposition du chef du service de l'enseignement pour compter du 1^{er} mars 1934.

Il sera allouée à l'intéressé une rémunération de 12 francs par journée effective de travail.

Le commis auxiliaire à solde journalière Cocouvi Michel, en service aux travaux publics, est mis à la disposition de l'inspecteur vétérinaire pour compter du 1^{er} mars 1934.

Cet agent recevra une rémunération de 8 francs par journée de travail effectif.

Mutations

Par décisions des :

16 février 1934. — Les mutations suivantes sont prononcées dans le personnel indigène de l'enseignement :

L'instituteur-adjoint de 4^e classe BANDEIRA James, en service à l'école régionale de Sokodé, est affecté à l'école de village de Game.

Le moniteur de 3^e classe AGBODJAN Joseph, en service à l'école de village de Game, est affecté à l'école régionale de Sokodé.

Les frais de déplacement et de transport demeureront entièrement à la charge des intéressés.

17 février 1934. — L'infirmier de 5^e classe AMOUZOUVI Bernard Ecoué, en service à Pagouda, est affecté à Anécho à l'expiration de son congé, en remplacement de l'infirmier de 5^e classe GNASSOUNOU Léon.

L'infirmier de 5^e classe GNASSOUNOU Léon, en service à Anécho, est affecté à Pagouda, en remplacement de l'infirmier AMOUZOUVI Bernard Ecoué.

Nomination

Par décision du :

10 février 1934. — La nommée AMAH APÉDO Rose, titulaire du certificat d'études primaires, est agréée en qualité de monitrice auxiliaire au traitement journalier de 10 francs pendant les classes (jeudis et dimanches compris), de 5 francs pendant les vacances, en remplacement de la monitrice auxiliaire BLAUD Marie-démisionnaire.

La monitrice auxiliaire AMAH APÉDO Rose est affectée à l'école ménagère d'Anécho.

Congés

Par décisions des :

9 février 1934. — Un congé de 90 jours, avec traitement, du 12 février au 12 mai 1934, est accordé à l'infirmier de 3^e classe Pius NYAVOR, en service à l'hôpital de Lomé, pour en jouir au Territoire.

10 février 1934. — Une prolongation de 30 jours, de congé de maternité, avec traitement, du 7 février au 8 mars 1934 inclus, est accordée à la sage-femme auxiliaire de 1^{re} classe de l'A. O. F. Joséphine Wilson, pour en jouir à Lomé.

13 février 1934. — Un congé pour maladie de 30 jours, avec traitement, du 20 février au 21 mars 1934 inclus, est accordé au moniteur de 5^e classe de l'enseignement LAWSON LATÉ Robert, en service à l'école régionale d'Atakpamé, pour en jouir à Anécho.

Un congé de 90 jours, avec traitement, du 15 février au 15 mai 1934 inclus, est accordé à l'ouvrier de 4^e classe des travaux publics Pierre MATHEY, en service à Lomé, pour en jouir à Lomé.

Un congé de 56 jours, avec traitement, du 15 février au 11 avril 1934 inclus, est accordé à l'ouvrier de 1^{re} classe des travaux publics ASSIOMGBOR KPODAR, en service à Lomé, pour en jouir à Lomé.

Un congé de 90 jours, avec traitement, du 19 février au 19 mai 1934 inclus, est accordé à l'ouvrier de 8^e classe AKAKPO Emmanuel, en service au wharf, pour en jouir au Territoire.

17 février 1934. — Un congé de 20 jours, avec traitement, du 1^{er} au 20 mars 1934 inclus, est accordé au

garde-frontière de 2^e classe AZIMA YOUROUKOU MAGNI, en service à Lomé pour en jouir à Koumondé (cercle de Sokodé).

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 28 février au 29 mars 1934 inclus, est accordé au surveillant de routes de 3^e classe BONPASSE, en service à Bafilo, pour en jouir à Niamtougou (cercle de Sokodé).

Un congé de 90 jours, avec traitement, du 8 mars au 5 juin 1934 inclus, est accordé au commis-expéditionnaire de 5^e classe KOUE Hermann, en service à Sokodé, pour en jouir à Lomé.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 20 mars au 18 avril 1934 inclus, est accordé à l'infirmier de 4^e classe MOUTIN Henri en service à Atakpamé, pour en jouir à Anécho.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 5 mars au 3 avril 1934 inclus, est accordé au facteur de 6^e classe des P. T. T. BOURAIMA Samuel; en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} au 30 mars 1934 inclus, est accordé au commis des P. T. T. de 4^e classe ZOKPONO Kunibert, en service à Lomé, pour en jouir au Dahomey.

Un congé de 60 jours, avec traitement, du 1^{er} mars au 29 avril 1934 inclus, est accordé au moniteur auxiliaire d'agriculture de 4^e classe GOKOUNOUS Rémy, en service à Nuatja, pour en jouir à Anécho.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} au 30 mars 1934 inclus, est accordé au garde d'hygiène de 1^{re} classe APPOLINAIRE AKAKPOVI, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

19 février 1934. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} au 30 mars 1934 inclus, est accordé à l'infirmier de 5^e classe LOUIS ALFRED, en service à Pagouda, pour en jouir à Anécho.

20 février 1934. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} au 30 mars 1934 inclus, est accordé au commis-expéditionnaire de 6^e classe VALLABREGUE Robert, en service au secteur de la trypanosomiase à Pagouda, pour en jouir à Lomé.

Un congé de 60 jours, avec traitement, du 1^{er} mars au 29 avril 1934 inclus, est accordé au receveur de 8^e classe ASSOU William, en service au chemin de fer (exploitation), pour en jouir au Territoire.

Un congé de 60 jours, avec traitement, du 1^{er} mars au 29 avril 1934 inclus, est accordé au facteur enregistreur de 2^e classe d'ALMEIDA Maurice, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

22 février 1934. — Un congé de 60 jours, avec traitement, du 27 mars au 25 mai 1934 inclus, est accordé à l'aide-médecin de 4^e classe AMEGNICAN Urbain, en service au dispensaire de Bassari cercle de Sokodé, pour en jouir à Anécho.

Démission

Par décision du :

9 février 1934. — Est acceptée, pour compter du 6 février 1934, la démission de son emploi offerte par M. AKOSSOU Anatole, moniteur de 4^e classe de la mission catholique, en service à Anécho.

Reprise de fonctions

Par décision du :

19 février 1934. — Est abrogée pour compter du 19 février 1934 la décision du 20 janvier 1934 portant suspension de ses fonctions du commis radiotélégraphiste principal de 3^e classe EBANDA Ernest.

Commission d'enquête

Par arrêté du :

16 février 1934. — Une commission d'enquête composée de :

M.M. LELONG, administrateur-adjoint de 3^e classe des colonies *Président.*

ROBIN, ingénieur-adjoint de 2^e classe.

AMEHAME Barnabé, moniteur auxiliaire d'agriculture de 4^e classe. } *Membres*

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas du moniteur auxiliaire d'agriculture de 4^e classe KPRONGBE Antoine.

Sanctions disciplinaires

Par arrêtés des :

8 février 1934. — L'infirmier de 4^e classe MACAULY MOUSSÉ, est révoqué de son emploi à compter du 15 décembre 1933 pour incapacité professionnelle et mauvaise manière habituelle de servir.

20 février 1934. — Le caporal garde frontière de 2^e échelon SOSSOU Pierre, est rétrogradé au grade de garde frontière de 1^{re} classe pour mauvaise exécution de service.

Le mécanicien conducteur d'automobiles de 4^e classe COCKSON KOKOU AGBEKO Edmond, est révoqué de son emploi pour compter du 20 février 1934 pour fautes graves et négligences dans le service.

23 février 1934. — Le garde frontière de 1^{re} classe MOUSSA KOULIBALY, est rétrogradé à la 2^e classe pour refus d'obéissance caractérisé et mauvaise manière habituelle de servir.

Par décision du :

17 février 1934. — Une punition de 6 jours de retenue de solde est infligée au surveillant de route de 2^e classe BARBOZA John, en service à Anécho pour s'être absenté de son chantier sans motif.

FORCES DE POLICE**1^{re} — Compagnie de milice :****Licenciements**

Par arrêté du :

13 février 1934. — Sont licenciés les miliciens dont les noms suivent à compter du :

1 février 1934. — BONI, 1^{re} classe Mle M/240, pour inconduite.

15 février 1934. — MEDO MOSSI, 2^e classe Mle M/257, pour inaptitude professionnelle.

Agrément de miliciens stagiaires :

Sont agréés à compter du 1^{er} février 1934 :

Comme caporal stagiaire, catégorie A :

MAMADOU,
BOKO.

Comme 1^{re} classe stagiaire, catégorie A :

SERO,
BIO YANDÉ,
OUSSAINI,
VIPODJEROUN,
MAMADOU MAÏGA.

Comme 2^e classe stagiaire, catégorie A :

ALI,
MOUSSA,
FALLANI,
HOGBONOUTO,
MEGNISSE.

Comme stagiaire, catégorie A :

ALLOU,
SOALLE,
ASSANI,
BAOUA,
GUIDOTE,
AMOUSSOU,
TOSSA,
OUMAROU,
KOUMOKO,
DASIE Firmin.

Comme stagiaire, catégorie B :

AVOLONTO Joseph,
KOIDROU Bernard,
SEMBIKOU,
Benoît BOUDEGNI,
KOUASSI MOMBA,
TCHENBA,
DAMORU,
DOLLA,
DJINA PARGUI,
LARE BIGUI,
DANGOUNIANGUE,
ALI AKO,
BANTIA,
BOUKARI BAMBOUKA.

Mutation

Est admis pour compter du 16 février 1934 à passer dans la garde indigène et rayé des contrôles de la compagnie de milice au dit jour, le milicien de 2^e classe TCHASSI Camille, N° Mle M/323, de la compagnie de milice Lomé.

2^e — Garde indigène :**Rengagements**

Sont rengagés pour 1 an à compter du :

6 février 1934. — DAGO, garde 2^e classe Mle 817, du peloton de Lomé.

7 février 1934. — RABO DIATÉMA, garde 2^e classe Mle 809, du peloton de Lomé.

7 février 1934. — TOARKAN, garde 2^e classe Mle 812, du peloton d'Anécho.

15 février 1934. — ENGLISH, garde 1^{re} classe Mle 667, du peloton de Lomé.

Permission — Congés

a) Une permission de 15 jours avec traitement est accordée au garde de 1^{re} classe KALAKASSI, N° Mle 937, du peloton de Sokodé, pour en jouir à Niamtougou (Sokodé).

b) Un congé de 30 jours avec traitement et gratuité de transport (aller & retour) est accordé à chacun des gardes dont les noms suivent :

BOUKARY SALIFOU, garde 2^e classe, N° Mle 737, du peloton de Klouto, pour en jouir à Saloundé (Sokodé).

Louss, brigadier 2^e classe Mle 89, du peloton d'Atakpamé, accompagné de sa femme et 2 enfants, pour en jouir à Niamtougou (Sokodé).

Révocations — Licenciement

a) Sont révoqués à compter du 31 janvier 1934 :

ZANDJANAKOU, garde 1^{re} classe Mle 800, du détachement de police Lomé, pour « indiscipline ».

APEYRE, garde 1^{re} classe Mle 947, du peloton de Klouto, condamné à quatre années d'emprisonnement, pour vol, par le tribunal du 1^{er} degré du cercle de Klouto.

b) Est licencié pour fin de contrat à compter du 1^{er} mars 1934, le garde de 1^{re} classe YAGUIDI, Mle 938, du peloton de Sokodé.

Est rayé des contrôles de la garde indigène, le brigadier-chef de 2^e classe KIMBIGOU, N° Mle 527, du peloton de Lomé, décédé le 30 janvier 1934.

Affectations

Sont affectés pour compter du 15 février 1934 :

au peloton de Lomé :

ATAKATI, garde 1^{re} classe Mle 284, du peloton de dépôt.

au peloton d'Anécho :

BAOUROU, garde de 2^e classe Mle 859, du peloton de dépôt.

au peloton de Klouto :

OUNANA, garde de 2^e classe Mle 965, du peloton de dépôt.

au peloton d'Atakpamé :

DOUGA, brigadier 2^e classe Mle 964, du peloton de dépôt.

TOUSSOUBE, garde 2^e classe Mle 972, du peloton de dépôt.

au peloton de Sokodé :

KORAH, garde de 2^e classe Mle 880, du peloton de dépôt.

au peloton de dépôt (Lomé) :

ALETCHAOU, brigadier-chef 2^e classe Mle 227, du peloton d'Atakpamé.

HARIBA, garde de 2^e classe Mle 448, du peloton d'Atakpamé.

Mutation

Est admis dans la garde indigène comme garde de 2^e classe, Mle 977, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 467 du 15 août 1933, l'ex-milicien de 2^e classe TCHASSI Camille de la compagnie de milice Lomé.

Le garde TCHASSI Camille est affecté au détachement de police Lomé pour compter du 16 février 1934.

BIBLIOTHÈQUE CENTRALE

Par décision du :

9 février 1934. — Sont nommés membres du conseil de surveillance de la bibliothèque centrale :

M. M. THEBAULT, procureur de la République.

VITINI, avocat-défenseur près la cour d'appel de l'A. O. F.

COMMISSIONS

Par décisions des :

8 février 1934. — La commission chargée de faire subir les épreuves du certificat d'études complémentaires et du concours d'entrée au cours complémentaire est composée comme suit :

M. M. IMBERT, chef du service de l'enseignement.

LESTRADE, chef du bureau de l'administration générale.

KUTSCHENRITTER, directeur du C. C., SIRO, directeur de l'école régionale d'Anécho,

RANDOLPH, instituteur du cadre secondaire de l'A. O. F. Anécho,

M^{me} CHAUTARD, institutrice auxiliaire.

Président

Membres

13 février 1934. — La commission chargée de corriger les épreuves du certificat d'études primaires et du certificat de scolarité élémentaire du cercle de Sokodé est composée comme suit :

M. M. IMBERT, chef de service de l'enseignement.

LESTRADE, chef du bureau de l'administration générale,

LE THUAUT, directeur de l'école régionale d'Atakpamé,

PALLARES, chargé de cours au cours complémentaire,

D'ALMEIDA Alexandre, instituteur du cadre secondaire de l'A. O. F.

M^{me} PATANCHON, directrice de l'école européenne Lomé

Elle se réunira sur la convocation de son président dans les bureaux du service de l'enseignement.

Président

Membres

20 février 1934. — Une commission composée de :

M. M. le commandant de cercle de Sokodé ou son délégué

Un agent des travaux publics à Sokodé, représentant de l'administration,

R. P. Théophile BOURSIN à Sokodé, R. P. Emmanuel KENNIS à Bassari,

représentant le concessionnaire,

se réunira à Sokodé sur la convocation de son président à l'effet de constater la mise en valeur de la concession acquise par le dit conseil d'administration de la mission catholique du Togo.

Il sera dressé des opérations un procès-verbal descriptif et estimatif en quadruple exemplaire dont un destiné au concessionnaire.

Président

Membres

22 février 1934. — Une commission composée de :

M. M. GARNIER, ingénieur-adjoint. STOLL, chef du garage central,

CHAUTARD, comptable-gestionnaire du magasin général.

se réunira sur la convocation de son président en vue d'évaluer les matières et objets recensés à la date du 31 décembre 1933 au garage central de Lomé.

La commission dressera un procès-verbal détaillé de ses opérations.

Président

Membres

ENSEIGNEMENT

Par arrêté du :

21 février 1934. — Sont admis au cours complémentaire de Lomé les élèves dont les noms suivent :

1 — ANANOU David, année préparatoire du C. C.

2 — FIADJO Robert, année préparatoire du C. C.

3 — KOUDE KODJOVI, année préparatoire du C. C.

4 — AHODIKPE Salomon, année préparatoire du C. C.

5 — ATAKPAMEY Victor, année préparatoire du C. C.

6 — ADANLETE Michel, année préparatoire du C. C.

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

Par arrêté du :

9 février 1934. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu MAMATTAN John, condamné le 2 octobre 1928 à 8 ans de réclusion par la cour d'assises de Lomé.

INDEMNITÉS

Par décisions des :

22 février 1934. — Le bénéfice de l'indemnité représentative fixe de transport de 10 francs par mois, prévue par l'arrêté du 14 février 1934 est accordé à l'aide-médecin KANGNI Lucien, en service au dispensaire d'Assahoun (cercle de Lomé).

23 février 1934. — M. NOUVEL, chef du service du matériel et de la traction est autorisé à utiliser sa motocyclette pour les besoins du service.

M. NOUVEL aura droit à une indemnité annuelle forfaitaire de huit cents francs.

EXPULSION

Par arrêté du :

14 février 1934. — Le conseil d'administration entendu — Il est enjoint au nommé MAMATTAH John, âgé environ de 50 ans, né à Anyako (Gold-Coast), de quitter le territoire du Togo placé sous le mandat de la France dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté qui lui sera faite par les soins du commandant de cercle de Sokodé.

Au cas où l'intéressé ne se conformerait pas à cet ordre, il sera expulsé par la police.

ORDONNANCEMENT

Par arrêté du :

14 février 1934. — M. PECHOUX, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des finances et du matériel, remplira les fonctions d'ordonnateur-délégué du budget local, du budget de la santé publique et de l'assistance médicale indigène et du budget annexe sur fonds d'emprunt pendant l'absence de l'inspecteur des affaires administratives, chef du secrétariat général parti en tournée.

REMBOURSEMENTS

Par arrêtés des :

14 février 1934. — Le conseil d'administration entendu. — Est autorisé le remboursement à la mission catholique de Keta de la somme de cent soixante dix-sept francs soixante centimes (177 f., 60) perçue au titre de taxes de magasinage.

Est autorisé le remboursement de la somme de onze mille cinq cent trente-cinq francs (11.535 frs. 00) à la compagnie française de l'Afrique occidentale à titre de remise partielle des pénalités qu'elle a encourues et payées pour retard apporté à la livraison de matériaux et objets divers fournis en exécution du marché n° 4 faisant suite à l'adjudication du 1^{er} mai 1933.

La dépense en résultant sera imputée au chapitre V article 3, paragraphe 1, du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, exercice 1934.

SECOURS

Par arrêté du :

14 février 1934. — Est accordé un secours de trois cent cinquante francs (350 frs.) une fois payé, au manœuvre AKODA KOUASSI qui a été victime d'un accident, le 27 novembre 1933, sur les chantiers du service de construction du chemin de fer central togolais.

La dépense afférente au secours ci-dessus accordé est imputable au budget local chapitre XIV, article 3, paragraphe 1, exercice 1934.

Sont accordés les secours suivants :

ANAMA (veuve Kounahoussim)	1.800 frs.
NANGBEA	500 frs.

La dépense afférente aux secours ci-dessus est imputable au budget local exercice 1934, chapitre XIV, article 3, paragraphe 1.

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation

au livre foncier du cercle de Lomé

Suivant réquisition, n° 908, déposée le 24 février 1934 le sieur William Brugess Forson, profession de propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, agissant au nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, consistant en un terrain en forme de quadrilatère portant deux constructions en briques crues à usage d'habitation d'une contenance totale de 13 ares 50 centiares situé à Lomé quartier n° 2 (commune de Lomé) et borné au nord par terrains aux héritiers Jonas Quist et Dossou, à l'est par terrain aux héritiers Lassey, au sud par terrains à Miheso, Quassi Bakar et Rhodes, à l'ouest par la rue de la mission.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,

PEYROTTE.

Avis de bornage

Le lundi 16 avril 1934 à huit heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé quartier n° 8 (commune de Lomé) consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de rectangle d'une

contenance de 2 ares 99 centiares, et borné au nord par un terrain domanial, à l'est par la rue du Maréchal Bugeaud, au sud par terrain à Th. Anthony, à l'ouest par un passage le séparant du terrain à Van-Lère, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Edward Quenu, employé de commerce demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 4 janvier 1934, n° 898.

Le jeudi 19 avril 1934 à huit heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho quartier Degbenou, (cercle d'Anécho) consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance de 6 ares 24 centiares, et borné au nord par une rue non dénommée, à l'est et au sud par terrain à Tychus Lawson, à l'ouest par un terrain à Daniel Akakpo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Juda A. Novivo, employé de commerce demeurant et domicilié à Anécho, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 12 janvier 1934, n° 899.

Le jeudi 19 avril 1934 à quinze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho quartier Adjido, (cercle d'Anécho) consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier portant une construction à seul rez de chaussée, à usage d'habitation d'une contenance de 8 ares 96 centiares, et borné au nord par terrain à Houenassou, à l'est par terrain à Joseph Ayitsedji, au sud par terrain à Fred Kumako Mensah, à l'ouest par la rue allant d'Anécho à Zébé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Jacob Leopold Lawson, employé de commerce demeurant et domicilié à Anécho, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 19 janvier 1934, n° 900.

Le lundi 16 avril 1934 à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé quartier n° 9, (commune de Lomé) consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de rectangle d'une contenance de 1 are 33 centiares et borné au nord par la rue de la Somme, à l'est par terrain à Ruth Ametoneble Tometi, au sud par terrain à Athanase Adenka, à l'ouest par terrain à Jérôme Ahaniadah, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Robert Anani F. Cognon, infirmier demeurant à Mission-Tové, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 19 janvier 1934, n° 901.

Le jeudi 19 avril 1934 à seize heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho quartier Adjido, (cercle d'Anécho) consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance de 6 ares 82 centiares, et borné au nord par terrain à Cosmas K. da Sylveira, à

l'est par terrain à Antoine da Sylveira, au sud par la rue de Zébé, à l'ouest par une rue non dénommée, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Michel Messanvi da Sylveira, employé de commerce demeurant et domicilié à Anécho, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 19 janvier 1934, n° 902.

Le lundi 16 avril 1934 à dix heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 9, (commune de Lomé) consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance de 3 ares 22 centiares, et borné au nord, à l'est et à l'ouest par terrain à la dame Maria Tometi, au sud par la rue de Brazza, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Michel Salako Isaac, charpentier demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 5 février 1934, n° 903.

Le jeudi 3 mai 1934 à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Mayondi, (cercle de Klouto) consistant en un immeuble rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier, planté de caoyers, d'une contenance de 9 ha. 48 ares 86 centiares; et borné au nord par terrain à Amedikagblé, à l'est par un ruisseau et terrain à Adesugbé, au sud par terrain à Deku-Agbeli, à l'ouest par terrain à Deku-Agbeli et Adayi, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Stephen Satchie, acheteur de produits demeurant à Mayondi-Klo, (cercle de Klouto) agissant en son nom personnel comme propriétaire suivant réquisition du 5 février 1934, n° 904.

Le vendredi 4 mai 1934 à neuf heures et jour suivant, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Akata, (cercle de Klouto) consistant en un immeuble rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier, d'une contenance de 28 ha. 43 ares 85 centiares, et borné au nord par le ruisseau Dovo et terrains à Ehai et Agbo Adjavi, à l'est et sud par terrains collectifs au village d'Akata, à l'ouest par terrain à Dahé-Donkpo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Adatsu Tété, cultivateur et chef de canton d'Akata-Agamé, demeurant et domicilié à Akata, agissant pour son compte personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 6 février 1934, n° 905.

Le lundi 7 mai 1934 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, (cercle de Klouto) consistant en un immeuble rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier, d'une contenance de 4 ha. 54 ares 50 centiares, et borné au nord par terrain à propriétaire inconnu, à l'est par terrain à Miguel d'Almeida, au sud par terrain à Domingo Tobias, à l'ouest par le ruisseau Besiandevi, dont l'immatriculation a été demandée par les sieurs: 1° — Robert Domingo Baeta, pasteur protestant agissant en son

nom personnel et au nom et pour le compte de la collectivité familiale issue de John Gonçalves Baeta dont il est le chef 2^e — Aloys. Patrick Tretu Seddoh, agissant également en son nom personnel et au nom et pour le compte de la collectivité issue de Patrick Tretu Seddoh suivant réquisition du 8 février 1934, n° 906.

Le jeudi 19 avril 1934 à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, quartier Kpota, (cercle d'Anécho) consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance de 8 ares 75 centiares, et borné au nord et à l'ouest par des rues non dénommées, à l'est par terrain à Novivo et Tychus Lawson, au sud par terrain à Thomas Wilson, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Daniel Akakpo, commerçant demeurant et domicilié à Anécho, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 13 février 1934, n° 907.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le conservateur de la propriété foncière.

PEYROTTE.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

AVIS

de la perte de la copie du titre foncier

1^{er} Avis

Conformément aux dispositions de l'article 99 du décret du 24 juillet 1906 sur le régime de la propriété foncière, il est donné avis de la perte de la copie du titre foncier numéro huit, du cercle de Klouto, appartenant au sieur Quentah Kwassi, propriétaire, demeurant à Palimé.

AVIS IMPORTANT

Toutes les personnes qui ont acheté des biens ou des propriétés appartenant à la collectivité CREPPY sans connaissance nécessaire de la Famille CREPPY, les ont achetés à leurs risques et périls.

La Communauté.